



Le Secrétaire général

Commission de Régulation de l'Energie
Monsieur Philippe LADoucETTE
Président
15 rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 23 juin 2016

Objet : Consultation publique sur le TURPE 5

Monsieur le Président,

La CFE-CGC Énergies, première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Electriques et Gazières, tient par la présente à répondre à la consultation publique que vous avez lancée le 24 mai 2016 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE).

Comme elle l'a déjà écrit en réponse à la première consultation sur TURPE 5, la CFE-CGC Énergies considère que les réseaux électriques sont au cœur de la transition énergétique et qu'ils seront à l'avenir bien plus sollicités qu'ils ne le sont aujourd'hui. Les progrès technologiques relatifs au stockage de l'énergie, les évolutions des modes de vie vers une économie dite du partage et de l'échange, ainsi que les récentes dispositions gouvernementales visant à encourager l'autoconsommation individuelle et collective impliquent une adaptation de la structure tarifaire pour préserver les capacités d'investissements des gestionnaires des réseaux de transport (GRT) et de distribution (GRD). Ces investissements sont en effet essentiels à la qualité du service public de l'électricité dans la durée et à la sûreté d'un système électrique en pleine mutation.

Ces évolutions sociétales et technologiques exigent un rééquilibrage de la structure tarifaire autour d'une part fixe plus importante, et d'une part variable nécessairement plus faible qu'aujourd'hui, afin de maintenir dans la durée la couverture du financement de l'infrastructure.

Par ailleurs, il nous semble indispensable que le tarif d'acheminement reflète la réalité des coûts exposés, selon le principe bien connu en France selon lequel « comme l'horloge est là pour dire l'heure, les tarifs sont là pour dire les coûts ». Or les coûts des infrastructures de réseaux électriques sont essentiellement liés à leur dimensionnement lors de leur construction ou de leur renforcement, donc à la puissance. Les coûts d'exploitation et de maintenance ne dépendent pas, eux aussi, du volume de kWh transitant sur les réseaux. Nous considérons donc que la construction du TURPE doit désormais tendre vers une forte augmentation de la part fixe du tarif, à l'image de ce qui se fait dans d'autres pays européens.

.../...

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !

CFE-CGC ÉNERGIES

59 rue du Rocher
75008 PARIS

www.cfe-energies.com
contact@cfe-energies.com

Nous considérons ainsi qu'une proportion 2/3 (part fixe) - 1/3 (part variable) pourrait constituer, dès la mise en œuvre de TURPE 5, une évolution indispensable pour intégrer les effets de la transition énergétique sur les réseaux électriques.

Par ailleurs, la CFE-CGC Energies considère qu'au regard de l'objectif prioritaire de la transition énergétique qu'est l'efficacité énergétique, la maîtrise de l'énergie (MDE) est importante. Pour autant, outre que les composantes fournitures et taxes des tarifs réglementés de vente intègrent déjà un signal économique fort, les objectifs de MDE ne nous semblent pas antagonistes avec l'augmentation de la part puissance du TURPE, une tarification limitant les appels de puissance lors des périodes de pointe, nationales ou locales, allant dans le sens de l'efficacité énergétique du système électrique dans son ensemble. De surcroît, la CFE-CGC Energies considère que dans le cadre de la lutte contre les gaz à effet de serre que la dernière conférence mondiale sur le climat a érigée en cause mondiale, c'est bien en assurant la maîtrise de la puissance lors des périodes de pointe de consommation qu'une part puissance élevée dans la structure du TURPE contribuera à réduire le recours aux énergies fortement carbonées pour assurer l'équilibre du système électrique. Les derniers épisodes de grand froid avec un recours massif à des systèmes de chauffage électrique d'appoint et peu efficaces en sont l'illustration manifeste.

S'agissant de la MDE, d'autres facteurs, tels que la mauvaise isolation du bâti, sont générateurs de surconsommation d'énergie. L'amplification des actions d'amélioration de l'habitat engagées par l'ANAH et les collectivités locales constitue pour nous la meilleure réponse pour durablement maîtriser la consommation globale d'énergie. Nous considérons que maintenir voire accentuer la part énergie dans le tarif d'acheminement n'est pas une solution pérenne à une consommation importante d'énergie. Cette logique pourrait même contribuer à augmenter le nombre de ménages en situation de précarité énergétique.

Enfin, une structure du TURPE reposant davantage sur la puissance présenterait l'avantage de mettre davantage à contribution les utilisateurs occasionnels du réseau, comme les résidences secondaires, pour lesquels une tarification à l'énergie ne permet pas de couvrir les coûts de réseau générés par ces utilisateurs. Il s'agirait d'une mesure de justice sociale et d'intérêt général.

Concernant la composante de gestion du TURPE HTA-BT, la CFE-CGC Energies constate que la CRE envisage de pérenniser un dispositif visant à faire porter des coûts de gestion des fournisseurs par le tarif régulé d'acheminement. Force est pourtant de constater que la totalité des clients particuliers comme la quasi-totalité des clients professionnels sont en contrat unique (CU). Le GRD étant par conséquent contraint de passer par les fournisseurs pour assurer la collecte du TURPE, il serait profondément anormal que les fournisseurs abusent de leur situation de « monopole ». Il est donc indispensable qu'au cas où une rémunération des fournisseurs devrait être mise en œuvre, comme vos services l'envisagent, celle-ci soit basée sur des données auditables, pour un fournisseur efficace, et ne comprenant que la fraction du coût des opérations de collecte réellement imputables au TURPE, et que l'on évite des subventions croisées au profit des fournisseurs et au détriment du service public.

.../...

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !



La CFE-CGC Energies considère que le raisonnement sous-jacent au tableau de la page 37 ne reflète absolument pas la réalité des coûts pour les clients. Les GRD ont en effet développé un système d'informations pour 1% de leurs clients (HTA + BT > 36 kVA), pour un coût unitaire important. Les fournisseurs ont de leur côté développé un système d'informations pour 95% à 100% de leur portefeuille clientèle, pour un coût unitaire beaucoup plus faible. Dès lors, il nous apparaît choquant de lire dans votre consultation que les fournisseurs pourraient bénéficier d'une rémunération égale à l'écart entre la composante de gestion des CARD et la composante de gestion des CU. Selon nous, cela pourrait s'apparenter à un enrichissement sans cause.

Plus généralement, la rémunération des fournisseurs par les GRD est susceptible de conduire, à très court terme, à une forte augmentation du TURPE qui serait absolument déconnecté des besoins réels des GRD, ce qui n'est pas à notre sens acceptable.

D'autre part, les évolutions proposées par la CRE quant à la répartition des coûts de réseau entre les différentes catégories de consommateurs ne vont clairement pas dans le bon sens. Elles conduiront à faire supporter aux ménages et aux petites entreprises des coûts de réseau qui sont imputables aux clients industriels raccordés au réseau public de transport ou en HTA, alors même que ces « petits » consommateurs sont dans l'incapacité, contrairement aux clients industriels, de piloter leurs courbes de charge. Cela s'apparenterait à une aide à caractère économique déguisée et cachée au sein du TURPE, loin des missions de service public portées par les réseaux électriques. La CFE CGC Energies rappelle à nouveau que les tarifs doivent dire les coûts du système électrique. Il n'appartient en aucun cas aux tarifs de supporter les choix de politique économique ou industrielle de l'Etat, et surtout pas de façon insidieuse et opaque. Le développement économique et la politique industrielle relèvent de la politique fiscale du pays, et non du système électrique. Si le modèle allemand devait devenir la nouvelle référence en matière de politique tarifaire, il conviendrait alors d'en tirer toutes les composantes, en particulier en matière de niveau des tarifs pour les GRD.

La CFE-CGC Energies espère que son analyse et ses recommandations seront étudiées avec attention par vos services. C'est ainsi que les salariés des gestionnaires des réseaux publics d'électricité pourront voir dans le cadre réglementaire que vous proposez une réelle incitation à investir et à maintenir la qualité du service public de l'électricité.

En vous en remerciant par avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

William VIRY-ALLEMOZ